

FRANÇOIS G. DREYFUS

Le Mouvement de la paix : l'exemple de l'Allemagne fédérale

Si l'on en croit une personnalité aussi autorisée que Boris Ponomarev, le Mouvement de la paix est un instrument essentiel de la politique internationale du Système communiste (1).

« Le mouvement démocratique pacifiste a constitué et reste un élément très important du potentiel des forces favorables à la paix. Aujourd'hui, il reprend des forces et de l'ampleur, notamment dans les pays d'Europe occidentale.

« Quelles en sont les causes ? D'une part, la population est profondément préoccupée par la politique américaine, d'autre part, les initiatives pacifiques des pays socialistes, qui offrent des possibilités réelles pour écarter la menace militaire, ont eu de l'effet. Diverses forces politiques ont rejoint le mouvement pacifiste. Il s'agit des partis communistes, de secteurs importants de la social-démocratie et du mouvement écologiste. Cela concerne également certaines franges des partis politiques bourgeois, même parmi ceux qui font partie de coalitions gouvernementales. Il est significatif que des militaires connus, ayant assumé autrefois de hautes responsabilités dans leurs armées et dans les états-majors de l'OTAN, commencent à jouer un rôle de plus en plus grand dans le mouvement pacifiste. »

La lutte pour la paix en Europe occidentale a pris depuis le printemps 1981 une très grande ampleur et le Mouvement de la paix y joue un rôle essentiel mais, à la différence de la grande campagne des

(1) Voir Boris PONOMAREV, D'où provient le danger de guerre et comment peut-il être conjuré ?, dans *Nouvelle Revue internationale*, octobre 1981, p. 3-28. Le passage cité est p. 21. Voir aussi Claude DELMAS, Le mouvement pacifiste, dans *Défense*, décembre 1981.

années 1950, de nombreux mouvements, en particulier en RFA et dans les pays de l'Europe du Nord, y ont été associés.

Les manifestations en faveur du pacifisme et du neutralisme posent des problèmes qui se situent très au-delà des slogans par lesquels les organisateurs de ces rassemblements réussissent à mobiliser des foules importantes. Les mots possèdent un pouvoir attractif grâce auquel une propagande bien organisée s'efforce de saper la volonté de défense des peuples ouest-européens. Aldous Huxley comparait les mots à des rayons X : « Si l'on s'en sert convenablement, ils transpercent n'importe quoi. » Il suffit d'ailleurs de remarquer qu'aucune manifestation comparable n'est organisée en URSS et en Europe de l'Est. Il est vrai que la doctrine marxiste-léniniste faisant du communisme l'instrument de la paix, il est logique que le pacifisme en tant que revendication morale et le neutralisme en tant que volonté politique s'expriment dans les pays qui n'ont pas fait de cette doctrine le fondement de l'Etat. Posé en ces termes, le problème concerne la nature de la défense et les objectifs des campagnes en question.

A la fin de son livre sur les *Problèmes contemporains de défense*, Raoul Girardet cite un mot de Platon : « Ce sont les hommes, et non les pierres, qui font la force des remparts protecteurs des cités. » Il faut des pierres et des hommes. C'est contre les hommes que sont organisées les campagnes qui se disent « pacifistes » et « neutralistes ».

Le Mouvement de la paix

Né avec la guerre froide, le Mouvement de la paix fut fondé à Paris au printemps 1949 par des intellectuels communistes (Picasso, Aragon, Eluard, Salacrou). La *Colombe* de Picasso en devint le symbole.

Le 21 avril 1949, lors du I^{er} Congrès de ce mouvement, M. Pietro Nenni (qui fut toujours plus proche des communistes que du Parti socialiste italien auquel il appartenait) proposa la création d'un « Conseil permanent de la paix » qui ferait de l'Alliance atlantique « un chiffon de papier ». Pour lui, il s'agissait d'une « nouvelle Sainte-Alliance ». En face du Conseil atlantique prévu par le traité de Washington, le « Conseil permanent de la paix » constituerait « un organisme chargé de coordonner les efforts des peuples dans leur lutte pour la paix (...). Nous avons déjà le Kominform, nous aurons demain le Conseil permanent de la paix ». Cet organisme ne vit vraiment jamais le jour, mais l'opération était significative : l'Union Soviétique ne pouvait qu'enregistrer la situation créée par le traité

de Washington, mais elle engageait le combat par l'intermédiaire des partis communistes et de groupements dirigés par des communistes ou par des « compagnons de route », celui des « Partisans de la paix » étant particulièrement actif. Les « pacifistes » se dressaient alors contre l'armement nucléaire américain (l'URSS ne réalisa sa première explosion expérimentale que le 24 août 1949) et réclamaient un désarmement général, alors que M. Gromyko avait, le 26 juin 1946, aux Nations Unies, rejeté le plan Baruch-Lilienthal qui proposait de placer toutes les matières fissiles sous le contrôle d'une Haute Autorité des Nations Unies.

Ce mouvement des « Partisans de la paix » connut son heure de gloire avec l'*Appel de Stockholm* : « Nous exigeons l'interdiction absolue de l'arme nucléaire », déclara, le 29 mars, le « Conseil mondial de la paix » réuni dans la capitale suédoise. Il recueillit 500 millions de signatures à travers le monde, dont 14 millions en France. C'est lui qui, au printemps 1952, organisa des manifestations violentes, à Paris, contre l'arrivée du général Ridgway comme successeur d'Eisenhower au poste de commandant suprême des forces alliées en Europe.

Il y eut encore trois campagnes : en 1957 pour soutenir le plan Rapacki, repris en 1964 par le président finlandais Kekkonen. D'ailleurs, récemment, M. Brejnev a relancé le projet d'une dénucléarisation de l'Arctique et du Grand Nord, mais en excluant la presqu'île de Kola, qui est devenue l'une des principales bases soviétiques... La seconde en 1965-1966, au cours de laquelle on proposait la dissolution de l'Alliance atlantique et du pacte de Varsovie. On précisait qu'ils devraient être remplacés par un système de sécurité européenne. Comme première mesure concrète, on suggérait « la liquidation des bases militaires étrangères » et le « retrait de toutes les troupes étrangères à l'intérieur de leurs frontières nationales », c'est-à-dire, en fait, le départ des troupes américaines. La sécurité européenne se trouvait ainsi subordonnée à l'établissement d'un « vide militaire » en Europe occidentale. Nous assistons aujourd'hui à la troisième campagne du Mouvement, dirigée contre le projet d'installation en Europe occidentale à partir de 1983 de Pershing 2 et de cruise-missiles et contre l'éventualité d'un stockage de bombes à neutrons.

Toute l'Allemagne occidentale est actuellement recouverte d'affichettes hostiles à la bombe à neutrons. Cette propagande, naturellement encouragée depuis la RDA par le très officiellement reconnu Parti communiste (DKP), dont les organes, telle la « Volkszeitung », entonnent depuis des mois la litanie du refus des nouvelles armes

atomiques, est aujourd'hui sérieusement renforcée par les nombreuses institutions de l'Eglise évangélique en Allemagne (EKD). Sans l'appui de cette dernière, jamais l'appel de Krefeld n'aurait été signé par 1 200 000 personnes.

Il y a, depuis la seconde guerre mondiale, de nombreux protestants allemands qui acceptent sans discussion toutes les positions de l'Europe soviétique. Certes on comprend bien que la RFA et les Eglises soient particulièrement sensibles aux problèmes de la guerre. Il y a bien sûr l'obsession rémanente des horreurs nazies du passé chez les vieux et les jeunes, le poids des 17 millions d'otages de l'Allemagne de l'Est et de la ville de Berlin.

Mais les Eglises évangéliques (EKD), marquées par leur abandon devant Hitler, se sont engagées en Allemagne plus qu'ailleurs dans la voie du pacifisme (déclaration de Stuttgart des Eglises évangéliques en 1945). Elles sont restées profondément fidèles au serment fait en 1945 : « Plus jamais la guerre. » Aussi, depuis plusieurs années, les deux Eglises évangéliques allemandes, celle de RFA et celle de RDA, se sont-elles engagées en une recherche de ce que devrait être une collaboration pacifique entre les deux Eglises et les deux Etats allemands.

Elles vont alors devenir, sans l'avoir voulu, un instrument docile, dévoué et commode du Mouvement de la paix (2).

Le neutralisme et le pacifisme allemands au service de la stratégie communiste

Cette politique peut compter sur l'appui des neutralistes allemands. Ce mouvement déjà ancien qui donna naissance à des petits partis, tel de 1953 à 1957 le *Gesamtdeutsche Volkspartei* (GVP), fondé par Gustav Heinemann, le futur Président de la République fédérale, puis de 1968 à 1969 la *Deutsche Friedens Union* (DFU), financée très largement par la RDA, très proche du précédent et qui en 1969 fera liste commune avec le Parti communiste dans le cadre de l'*Aktion Demokratischer Fortschritt* (ADF) fondée en 1968.

Ces partis ont toujours développé trois thèmes : la paix, le désarmement, la neutralisation de l'Europe centrale. Or ces trois thèmes qui reprennent les idées défendues depuis toujours, nous l'avons vu, par la RDA et l'URSS, ont eu parfois une certaine influence sur une partie de l'opinion allemande. En mars 1954, Herbert Wehner, qui fut longtemps membre du KPD avant de rejoindre le SPD, avait pré-

(2) Nous renvoyons ici à notre étude, *Pacifisme et neutralisme en Allemagne fédérale* aujourd'hui, dans *Défense nationale*, janvier 1982, p. 7-21.

senté le *Deutschlandplan* du SPD qui préconisait une neutralisation de l'Europe centrale accompagnée d'une réunification progressive de l'Allemagne. Ce fut un échec et la SPD se convertit alors aux thèses CDU de politique extérieure. Mais on ne renonçait pas pour autant à cette idée qui fut reprise devant l'Académie évangélique de Tutzing en 1963 par un socialiste encore peu connu, Egon Bahr, alors attaché de presse du hourgmestre régnant de Berlin, W. Brandt. Depuis lors, Egon Bahr, nationaliste tenté par le neutralisme selon ses adversaires, a affiné ses propositions, mais elles se ramènent toujours à cet élément : « Dégager les intérêts allemands dans le débat sur l'organisation de la sécurité européenne. » L'idée fondamentale, c'est de préparer les conditions de la réunification « en assurant la participation de la RDA au nouveau concert européen ».

Dès 1963, Bahr affirme avec force : « Les deux alliances sont dissoutes et remplacées par un système de sécurité européen bénéficiant de la garantie des Etats-Unis et de l'Union soviétique. En feraient partie : les deux Etats allemands, les pays du Benelux, la Pologne et la Tchécoslovaquie ; la France et la Grande-Bretagne pourraient soit devenir membres, soit apparaître comme puissances garantes. Les Etats membres (éventuellement à l'exception de la France et de la Grande-Bretagne) sont dénucléarisés ; ils s'engagent à ne pas conclure d'alliances militaires spéciales. Les Etats garants ne doivent ni stationner de troupes, ni entreposer d'armes sur le territoire couvert par le traité ; leur garantie s'étend à l'existence même du système, en particulier à la protection des frontières des pays membres. Puissances garantes et Etats membres reconnaissent le droit des Allemands à la réunification des deux Etats allemands ; Berlin devient le siège des organes du système de sécurité » (3).

Cette proposition crée les conditions d'une réunification, mais implique en fait la disparition de la Communauté européenne et la dissolution de l'OTAN. Elle affaiblit fortement la position des Etats-Unis ; ainsi, quoiqu'il s'en défende, Egon Bahr conduit à la finlandisation de l'ensemble européen.

Egon Bahr ouvre la porte à la réflexion de l'EKD qui publie en 1965 un important mémorandum demandant la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse et la reconnaissance de la RDA. L'Eglise évangélique entre 1950 et 1955 avait combattu le réarmement allemand avec une très grande énergie, fortement soutenue dans ce combat par les Eglises évangéliques de RDA, encore membre de l'EKD. Cette

(3) Cf. P. BENDER, *Die Ostpolitik Willy Brandt*, 1972, et Ch. ZORGBIBE, *Les relations internationales*, 1975 (en particulier p. 102 et 139). Mais Zorgbibe se trompe en plaçant ce texte en 1968, il est de 1963.

fois-ci, elle invitait le gouvernement fédéral à s'engager dans la voie de l'*Ostpolitik* (4).

Profondément traumatisé par la seconde guerre mondiale, le protestantisme allemand a cherché à lutter contre le militarisme et le bellicisme de nombreux milieux allemands. Nombreux sont les pasteurs et les hommes politiques protestants d'outre-Rhin à avoir entendu les appels de théologiens comme Niemöller ou Gollwitzer, ou d'hommes comme Heinemann. Les Rassemblements protestants (*Kirchentag*), qui se réunissent tous les deux ans depuis 1949, ont très souvent eu pour thème la paix ou la réunification (5), du *Kirchentag* de Berlin de 1951 (« Nous sommes frères quand même ») à ceux de Leipzig en 1954, de Francfort en 1956 ou celui de 1967 « La Paix parmi nous ». Celui qui s'est tenu à Hambourg en 1981 n'a donc en soi rien d'extraordinaire.

Mais il s'inscrit dans une perspective nouvelle : les milieux protestants des années 1950 à 1970 n'étaient sans doute pas infiltrés comme ils le sont aujourd'hui par les théologiens de la Révolution, fort soutenus par le Conseil œcuménique des Eglises (COE). A ses débuts, celui-ci regroupait des Eglises protestantes et quelques patriarchats orthodoxes du Moyen-Orient. Ce n'est qu'en 1960 que le patriarcat de Moscou posa sa candidature, qui fut acceptée un an plus tard. Dès lors, 97 millions d'orthodoxes entrèrent au COE et y tiennent aujourd'hui une place essentielle car ils constituent près du quart des fidèles des Eglises membres du COE. Et on se doute bien que leur participation aux activités du Conseil n'est pas tout à fait innocente. Il suffit pour s'en convaincre de lire le *Rapport secret au Comité central sur l'état de l'Eglise en URSS*, publié en 1980 aux Editions du Seuil. Dès lors, les orthodoxes, aidés des protestants des Eglises des Etats socialistes (RDA, Tchécoslovaquie, Hongrie), vont chercher à renforcer leurs positions souvent christomarxistes. Cette position est renforcée par les jeunes Eglises des pays africains ou asiatiques dont le comportement anti-occidental est de plus en plus exacerbé. C'est à Nairobi, en 1975, que le COE a appelé les Eglises à lutter contre le militarisme et le surarmement. Quatre ans après, à une conférence organisée par le COE, Boston invite les Eglises à lutter énergiquement pour le désarmement (6).

(4) Voir F. G. DREYFUS, Le mémorandum de l'EKD de 1965, dans *Allemagne, réalités et perspectives*, PUF, 1967.

(5) Voir Carola WOLF, *Zwanzig Jahre Kirchentag*, 1969.

(6) Voir sur le rôle international du COE l'étude de Mme Mad. BAROT, Le Conseil œcuménique des Eglises et les questions internationales, *Relations internationales*, n° 28 (1981).

Mais Mme Barot est une fonctionnaire du COE et ne présente qu'un aspect du

On comprend alors que le COE ait été entraîné vers des conceptions plus proches de la théologie de la Révolution que de la théologie traditionnelle. Les théologiens révolutionnaires généralement très proches des milieux communistes vont à cette fin utiliser très particulièrement les Eglises évangéliques d'Allemagne, où règne déjà toute une série d'idées voisines à celles que l'on veut développer. On va agir sur les Eglises et leurs pasteurs pour qu'ils appellent les fidèles à la dénucléarisation et à la démilitarisation de l'Allemagne occidentale au côté du Mouvement de la paix.

Utilisant la peur irraisonnée de l'atome, s'appuyant sur les décisions de Boston, les pasteurs ainsi éclairés condamnent de manière virulente les centrales nucléaires en RFA, mais, naturellement, on ne connaît *aucun* pasteur de RDA ayant pris des positions semblables. Vérité théologique en deçà de l'Elbe, erreur au-delà.

Le mouvement a pris en RFA une ampleur particulière à la suite de la signature, le 24 août 1979, d'une déclaration commune des deux Eglises allemandes évangéliques de RDA et RFA (7).

Ce texte prend, dans le contexte politique général, une signification toute particulière car, destiné à être lu en chaire dans les églises de RFA et de RDA, il se distinguait des autres déclarations faites à cette occasion par la portée du message qu'il entendait délivrer.

Les deux Eglises évangéliques allemandes invitent à réfléchir sur les conséquences de toute guerre. Tout en insistant sur leur situation dans deux systèmes économiques et militaires, et les sphères d'actions différentes où elles font entendre la voix de l'Evangile, elles expriment ensemble leur responsabilité particulière pour la paix, étant donné la place qu'elles occupent à la frontière entre deux systèmes.

Le texte précise surtout : « Le travail pour un ordre pacifique, permettant que s'établisse la confiance et garantissant la sécurité des peuples, demande intelligence, patience et courage, pour que les conflits entre les Etats trouvent leur solution sans avoir recours aux menaces militaires et à la force. Aux chrétiens des deux Etats allemands il est demandé de travailler à un approfondissement de la

problème. Sur les limites de sa méthode, voir dans la même revue l'article solide et nuancé de J. FREYMOND, Le COE et l'Afrique du Sud.

On pourra se reporter aussi au n° 2 de 1977 *Militärpolitik Dokument*, intitulé « Das Anti-militarismusprojekt des Ökumenischen Weltrates der Kirchen ».

(7) Voir F. G. HARTWEG, Parole de paix. La déclaration commune des Eglises évangéliques, dans *Revue d'Allemagne*, 1980, p. 627-645. Sur la situation des Eglises et leur rôle en RFA, cf. F. G. DREYFUS, Eglises et société en RFA, dans *Les Langues modernes*, 1981, p. 293-306. Et surtout il faut lire de très près le n° 11-12 de *Militärpolitik Dokumentation* : « Friedensarbeit der Kirchen der Bundesrepublik Deutschland und der DDR. »

politique de détente pour laquelle l'acte final d'Helsinki est un signe d'espoir. »

En soulignant avec force qu'une guerre, longtemps avant qu'elle n'éclate, se prépare « dans les pensées et dans les cœurs », que les sentiments de méfiance, de crainte, comme celui de se sentir menacé, détruisent toute espérance, les signataires appellent de leurs vœux une pédagogie de la paix qui rende apte à la recherche de solutions pacifiques des conflits, tant dans le domaine personnel que dans celui des rapports entre les Etats.

En RFA, la majorité des réactions est positive, sauf à *Christ und Welt, deutsche Zeitung*, hebdomadaire évangélique plutôt à droite, qui reproche au texte de faire bon marché de trente ans de « non-guerre », jalonnés par les événements de Berlin, Budapest, Prague, de ne pas nommer les véritables responsables de la course aux armements, de rester muets sur les violations des droits de l'homme. Mais le journal prêche dans le désert, et la SPD, par la voie de nombre de ses leaders, salue l'aspect positif de la déclaration. Naturellement, toute la presse de la RDA avait applaudi.

Aussitôt, les Eglises évangéliques s'engagèrent dans le combat pour la paix, rappelant « la disproportion scandaleuse » entre les sommes consacrées aux armements et celles destinées à lutter contre la faim et l'analphabétisme. Certaines utilisèrent à fond une revue remarquablement documentée, *Militärpolitik Dokumentation*, fondée en 1976 au lendemain de Nairobi.

L'Eglise de Hesse-Nassau se veut à la pointe et, dès l'automne 1979, s'organisent, animés par l'Académie évangélique de Arnoldsheim, séminaires pour enseignants, pour pasteurs, parfois en coordination avec des Néerlandais ou des Scandinaves, où l'on engage la campagne contre la bombe à neutrons et l'installation de missiles nucléaires tactiques en Europe. Depuis dix-huit mois, ces campagnes se multiplient. Que la paix, l'aide aux pays sous-développés du Tiers Monde soient des thèmes privilégiés pour des Eglises chrétiennes de pays hautement industrialisés, est en soi tout à fait naturel. Ce qui l'est moins est l'insistance de certains milieux protestants, en RFA, à entonner ces thèmes en utilisant les mêmes raisonnements que ceux que l'on retrouve dans les divers organes de la presse communiste.

Depuis l'automne 1980, la campagne pour la paix a pris en RFA un caractère violemment anti-occidental. Cela a commencé avec la préparation, dans toutes les paroisses de la RFA et dans toutes les académies évangéliques, de la marche pour la paix, qui devait être le couronnement du *Kirchentag* de Hambourg en juin dernier, préparation facilitée dans certains milieux par la publication de l'*Appel*

dit de Krefeld, très largement inspiré par des textes venus de l'Est par l'intermédiaire de groupuscules marxistes et antisémites qui pullulent aujourd'hui en RFA dans les milieux étudiants et intellectuels, sous couvert d'aide au Tiers Monde et aux Palestiniens.

Une nouvelle marche s'est déroulée le 5 octobre dernier à Bonn, réunissant 300 000 manifestants, et la paix, le neutralisme ont constitué les thèmes privilégiés comme dans les innombrables réunions paroissiales de rentrée. Il faut avoir présent à l'esprit le texte de convocation à la manifestation, qui ne condamne que les fusées américaines et ne dit mot des ss 20, pour se rendre compte du rôle tenu par les pacifistes allemands conduits par des théologiens protestants très proches de la théologie de la Révolution (telle par exemple Dorothee Sölle) (8).

Depuis, les Académies évangéliques ont mis les problèmes de la lutte contre les Pershing en tête de leur préoccupation et tout cela a certainement contribué à l'expectative du gouvernement fédéral allemand lors de la crise polonaise.

On notera que l'universitaire marxiste Iring Fetscher présentant « le pacifisme allemand » dans *Etudes* de janvier 1982 reconnaît ingénument que si la manifestation de Bonn s'est déroulée sans incident, c'est qu'elle était encadrée par des militants communistes (p. 16). En définitive, on voit bien comment ici a opéré le Mouvement de la paix : s'il s'était présenté à visage découvert, c'est-à-dire comme une filiale du Parti communiste, son action en Allemagne fédérale

(8) Texte de la convocation à la manifestation :

« Les années 80 sont en train de devenir la décennie la plus dangereuse de l'histoire de l'humanité. Une troisième guerre mondiale devient de plus en plus probable, à cause du réarmement mondial. Depuis trente ans, les blocs militaires de l'OTAN et du pacte de Varsovie ont accumulé tant d'armes que toute vie sur terre peut être détruite plusieurs fois. En Europe, nous sommes particulièrement menacés par le stationnement de nouvelles armes atomiques. C'est pourquoi des organisations pacifiques de Hollande, de RFA et d'autres pays européens appellent à une manifestation le 10 octobre 1981 à Bonn.

« — Nous nous défendons contre de nouvelles armes atomiques en Europe.

« — Nous demandons aux gouvernements des pays membres de l'OTAN de retirer leur accord au stationnement de nouvelles fusées à moyenne portée. Ainsi, nous voulons ouvrir la voie à une réduction des armes atomiques en Europe de l'Ouest et de l'Est, avec l'objectif de mettre en route un large processus de désarmement des deux côtés.

« — Nous nous engageons pour une Europe sans armes atomiques, où de telles armes ne seront plus ni produites, ni stockées, ni utilisées. Cela vaut également pour d'autres armes de destruction massive.

« Nos gouvernements doivent prendre des initiatives propres pour des négociations efficaces de désarmement et la continuation de la politique de détente.

« Nous sommes tous appelés à nous défendre avec courage, force, imagination et patience contre une guerre atomique menaçante et à développer des alternatives à la politique militaire actuelle. »

n'aurait eu aucune influence. S'appuyant sur des mouvements pacifistes d'Eglises, dont la paix est la vocation, mais largement influencées par un Conseil œcuménique où les représentants des Eglises enracinées en pays marxiste ou marxisées représentent près de la moitié des délégués, le Mouvement de la paix a pu étendre sans problème son influence. C'est ainsi que récemment, un Néerlandais, M. Samuel Rozemonde, directeur de l'Institut néerlandais de Recherches sur la paix, pouvait dire : « Les Eglises mènent depuis longtemps une campagne hostile au principe même de l'armement nucléaire. Et ces Eglises, l'Eglise réformée en particulier, constituent un groupe de pression très actif, composé de militants qui connaissent bien leurs dossiers, apparaissent souvent à la télévision, influencent les parlementaires et font du porte-à-porte dans les rues. »

Toutes précisions tactiques sont d'ailleurs données par un certain nombre de périodiques gauchistes allemands. Le numéro 98 de *Radikal* avoue : « Il faut détruire la société bourgeoise... mais nous devons agir de manière fractionnée. » Dans le numéro de décembre de *Rote Blätter*, journal du mouvement « alternatif », qui prétend n'avoir aucun lien avec le communisme, un membre du DKP, Rudi Hechler, que le quotidien communiste de RDA, *Neues Deutschland* du 1^{er} février 1982, présente comme le responsable d'une des Initiatives pour la paix, affirme : « Je suis un communiste, pas un pacifiste. Si les bolcheviques avaient été non violents, jamais la Révolution d'Octobre n'aurait triomphé. » Ne perdons pas de vue d'ailleurs que le secrétaire général du « Comité pour la paix, le désarmement et la détente » n'est autre que M. Achim Maske, ancien dirigeant du groupe Spartakus (9).

Tout ceci confirme la formulation de Konstantin Sarodow dans *Probleme des Friedens und des Sozialismus* de décembre 1980, invitant les communistes à « développer les contacts pour la paix avec l'aile pacifiste de la bourgeoisie ».

(9) Voir sur tout ceci l'article de F. K. FROMME, Ohne Gewalt hätte die Revolution nicht gesiegt, dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 3 février 1982, p. 9.

RÉSUMÉ. — Le mouvement pacifiste a pris, ces dernières années, en Allemagne fédérale, une très grande ampleur. L'Eglise évangélique, en plein accord avec le Conseil œcuménique des Eglises, a tenu dans cette extension une place essentielle et a mis d'importants moyens au service de cette action (Académies évangéliques, revues, diverses activités paroissiales). Elle a joué un rôle essentiel dans le succès de la Marche de la paix à Bonn en octobre 1981.